



MASTER 2 Mention Droit Pénal et Sciences Criminelles

Parcours : Droit pénal économique et de la conformité

Code diplôme : 135 128 OR

OF UNION
8 Boulevard Dubreuil
91400 ORSAY

contact@cfa-union.org / www.cfa-union.org



SOMMAIRE

Vos contacts	P.1
Les dates clefs de la formation	p.2
Présentation du diplôme :	
- Condition d'admission	P.3
- Objectifs de la formation	P.4
- Compétences acquises	P.5-6
- Modalités d'organisation	P.7-8
-Modalités de sanction du diplôme	
- Durée de la formation	P.8
- Le programme	P.8
- Le calendrier d'alternance	P.9
- Les moyens humains et matériels	P.10
- Fiche RNCP	P.11-12
	P.13-20

VOS CONTACTS

◆ **Contacts Pédagogiques**

Responsables de la formation :

Yvonne Muller-Lagarde : muller.yvonne@orange.fr

Juliette Tricot : Jtricot@parisnanterre.fr

Secrétariat pédagogique

Mme Johanna Juillerot

j.juillerot@parisnanterre.fr

Lieu de la formation : Université Paris Nanterre

UFR Droit et Science politique

200 avenue de la République - 92000 NANTERRE

◆ **Contacts CFA**

Conseiller formation :

Aurélie SILVA

Tél : 01.69.15.32.52 / aurelie.silva@cfa-union.org

Service financier :

Hanane AABOU

Tél : 01.69.15.35.24 / hanane.aabou@cfa-union.org

Référent handicap :

Anna TOTH

Tél : 01.69.15.35.12 / anna.toth@cfa-union.org

Adresse postale : CFA UNION

8 boulevard Dubreuil – 91400 ORSAY

DATES CLEFS DE LA FORMATION



- ◆ **Recrutement**

A l'entrée du M2 : M1 de Droit pénal ou de Droit des affaires (public ou privé), Très bon niveau académique, Bon niveau en anglais.

- ◆ Date de la formation :
08/09/2023 au 06/09/2024
- ◆ Réunion d'information
destinée aux stagiaires: nc
- ◆ Date de la rentrée universitaire
08/09/2023

Présentation du diplôme

➤ **Conditions d'admission :**

A l'entrée du M2 : M1 de Droit pénal ou de Droit des affaires (public ou privé), Très bon niveau académique, Bon niveau en anglais.

➤ **Objectifs de la formation :**

Le parcours Droit pénal économique et de la conformité propose une formation spécialisée reposant sur une articulation originale de l'expertise universitaire et des pratiques professionnelles.

Il vise à :

- Former des juristes aux nouveaux métiers de la conformité (compliance) tout en les dotant d'une solide formation aux mécanismes répressifs traditionnels de la délinquance économique.
- Développer la compréhension de l'évolution des techniques et des stratégies répressives dans le champ économique (par exemple être capable de réaliser une cartographie des risques, rédiger des conclusions dans le cadre d'un contentieux).
- Doter les alternants d'une culture juridique ouverte aux apports d'autres disciplines quant à l'organisation et à l'environnement des opérateurs économiques (en particulier, sciences de gestion, économie, sociologie et science politique ; par exemple connaître le management d'entreprise, les métiers de la conformité)
- Assurer la maîtrise des méthodes de recherche et d'analyse en droit répondant aux diverses exigences professionnelles auxquelles un juriste pénaliste peut être confronté (recherche et veille juridique, pratique du Palais).

➤ **Les compétences acquises durant la formation :**

	Compétences	UE	EC
Bloc 1 Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	Analyser, examiner et interpréter les problématiques liées à la délinquance	UE 1 S1 Maîtriser les fondamentaux du droit pénal économique	-Droit et dispositifs anti-blanchiment -Droit et dispositifs anti-corruption -Droit pénal du travail
	Sensibiliser et conseiller un tiers ou une collectivité sur les problématiques liées à la délinquance	UE 1 S2	-Droit répressif boursier
	Proposer des solutions pour mettre en œuvre des politiques de prévention de la délinquance, notamment dans le respect de principes éthiques et déontologiques	Maîtriser les pratiques du droit pénal économique	-Droit répressif fiscal -Droit répressif de la concurrence -Comptabilité et droit pénal --Saisies et confiscation
	Identifier les enjeux d'une procédure sur la base d'une connaissance approfondie du droit pénal	UE 1 S1	-Droit et procédure économiques répressifs
	Qualifier une situation pénale en utilisant avec une grande rigueur une terminologie juridique adaptée	Maîtriser les fondamentaux du droit pénal économique	-Droit pénal européen
	Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale	UE 1 S1	-Droit et procédure économiques répressifs
	Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines	Maîtriser les fondamentaux du droit pénal économique	-Introduction au droit de la conformité
	Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines		
	Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	UE 2 S1 Élargir ses connaissances	Menaces criminelles transnationales
	Bloc 2		

Communication spécialisée pour le transfert de connaissances	Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation	UE 2 S2 Conduire un travail personnel mobilisant la recherche	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
	Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	UE 3 S2 Développer ses connaissances en anglais	<i>US and UK Extraterritorial Legislation And Enforcement</i>
	Exploiter les outils de référence (papier et numérique) pour trouver une information pertinente et assurer une veille juridique en droit pénal et en sciences criminelles	UE 2 S2 Conduire un travail personnel mobilisant la recherche	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
Bloc 3 Appui à la transformation en contexte professionnel	Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles	UE 1 S2 Maîtriser les pratiques du droit pénal économique	Management de l'entreprise et métiers de la conformité
	Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité	UE 2 S2 Conduire un travail personnel mobilisant la recherche	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
	Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale	UE 4 S1 S'investir dans son projet professionnel	Méthodologie et déontologie de la recherche
Bloc 4 Usages avancés et spécialisés des outils numériques	Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention	UE 1 S2 Maîtriser les pratiques du droit pénal économique	-Cybercriminalité -Protection des données

➤ **Modalités d'organisation de la formation**

Rythme de l'alternance : Trois jours en structure d'accueil (L/M/M) et deux jours à l'Université (J/V).

Les enseignements ont lieu en présentiel sur le campus de l'Université Paris Nanterre, dans le bâtiment Simone Veil.

M2 Droit pénal économique et de la conformité

Semestre 9

	Nature	CM	TD	TP	EAD	Crédits
UE Maîtriser un domaine et ses méthodes	UE					19,5
UE Maîtriser les fondamentaux du droit pénal économique	UE					19,5
Droit et procédure économiques répressifs	EC	33	15			6
Introduction au droit de la conformité	EC	24				3
Droit et dispositifs anti-blanchiment	EC	24				1,5
Droit et dispositifs anti-corruption	EC	24				1,5
Droit pénal du travail	EC	24				3
Droit pénal européen CM+TD	EC	33	15			4,5

UE Élargir ses connaissances/personnaliser son parcours

UE Élargir ses connaissances	UE					4,5
Menaces criminelles transnationales	EC	24				4,5

UE Développer ses compétences linguistiques

UE Développer ses compétences linguistiques	UE					3
UE Développer ses compétences en anglais	UE					3
US and UK Extraterritorial Legislation and Enforcement	EC	18				3

UE S'investir pour son université et dans son projet professionnel

UE S'investir pour son université et dans son projet professionnel	UE					3
UE S'investir dans son projet professionnel	UE					3
Méthodologie et déontologie de la recherche	EC	12				3

Semestre 10

	Nature	CM	TD	TP	EAD	Crédits
UE Maîtriser un domaine et ses méthodes	UE					21
UE Maîtriser les pratiques du droit pénal économique	UE					21
Droit répressif boursier	EC	20				3
Droit répressif fiscal	EC	20				3
Droit répressif de la concurrence	EC	20				3
Comptabilité et droit pénal (infractions comptables)	EC	20				3
Management de l'entreprise et métiers de la conformité	EC	20				3
Protection des données	EC	15				1,5
Droit des saisies et confiscations	EC	15				1,5
Cybercriminalité	EC	20				3

UE Conduire un travail personnel mobilisant la recherche/l'expertise OU Se former en milieu professionnel

UE Conduire un travail personnel mobilisant la recherche/l'expertise OU Se former en milieu professionnel	UE					9
UE Conduire un travail personnel mobilisant la recherche	UE					9
Mémoire d'apprentissage	EC					9

➤ **Modalités d'évaluation et de sanction du diplôme**

Les modalités d'évaluation sont fixées en fonction de la durée et du format du cours décidé par l'intervenant.

Pour les enseignements de 48h : un écrit (2h à 5h)

Pour les autres enseignements : un écrit (1h ou 2h) ou un oral individuel (15 minutes). La note peut être pondérée avec une note de participation et/ou d'exposé.

Le séminaire de méthodologie et de déontologie de la recherche n'est pas sanctionné par une note mais validé sous condition d'assiduité.

Le mémoire d'apprentissage fait l'objet d'une soutenance où siège a minima le tuteur et le maître d'apprentissage à l'issue de laquelle une note est attribuée.

Le diplôme est obtenu dès lors que l'étudiant obtient au moins 10/20 de moyenne générale sur l'année.

Une session de rattrapage est organisée.

➤ **Durée de la formation /an**

406 h /an

Programme simplifié de la formation

Compétences	Enseignements théoriques et pratiques
Analyser, examiner et interpréter les problématiques liées à la délinquance économique	Droit et dispositifs anti-blanchiment Droit et dispositifs anti-corruption Droit pénal du travail Droit répressif boursier Droit répressif fiscal
Sensibiliser et conseiller un tiers ou une collectivité sur les problématiques liées à la délinquance économique	
Proposer des solutions pour mettre en œuvre des politiques de prévention de la délinquance économique, notamment dans le respect de principes éthiques et déontologiques	Droit répressif de la concurrence Comptabilité et droit pénal Saisies et confiscation
Identifier les enjeux d'une procédure sur la base d'une connaissance approfondie du droit pénal Qualifier une situation pénale en utilisant avec une grande rigueur une terminologie juridique adaptée	Droit et procédure économiques répressifs Droit pénal européen
Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines	Droit et procédure économiques répressifs Introduction au droit de la conformité
Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	Menaces criminelles transnationales
Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	US and UK Extraterritorial Legislation And Enforcement
Exploiter les outils de référence (papier et numérique) pour trouver une information pertinente et assurer une veille juridique en droit pénal et en sciences criminelles	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles	Management de l'entreprise et métiers de la conformité
Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité	Apprentissage – Mémoire – Soutenance
Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale	Méthodologie et déontologie de la recherche
Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention	-Cybercriminalité -Protection des données

Le calendrier 23/24

2023												2024											
septembre	octobre		novembre		décembre		janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre
V 1	D 1	M 1	Fénié	V 1	L 1	Fénié	J 1	V 1	L 1	Fénié	M 1	Fénié	S 1	L 1	J 1	D 1	M 1	Fénié	V 1	L 1	J 1	D 1	
S 2	L 2	J 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	V 2	S 2	M 2	
D 3	M 3	V 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	S 3	D 3	M 3	
L 4	M 4	S 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	D 4	L 4	J 4	
M 5	J 5	D 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	L 5	M 5	V 5	
M 6	V 6	L 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	M 6	S 6	
J 7	S 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	M 7	J 7	D 7	
V 8	D 8	M 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	J 8	V 8	L 8	
S 9	L 9	M 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	V 9	S 9	M 9	
D 10	M 10	V 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	S 10	D 10	M 10	
L 11	M 11	S 11	Fénié	L 11	J 11	D 11	L 11	J 11	D 11	L 11	J 11	D 11	L 11	J 11	D 11	L 11	J 11	D 11	L 11	J 11	D 11	M 11	
M 12	J 12	D 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	L 12	M 12	V 12	
M 13	V 13	L 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	M 13	S 13	
J 14	S 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	M 14	J 14	D 14	
V 15	D 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	L 15	
S 16	L 16	M 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	V 16	S 16	M 16	
D 17	M 17	V 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	S 17	D 17	M 17	
L 18	M 18	S 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	D 18	L 18	J 18	
M 19	J 19	D 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	L 19	M 19	V 19	
M 20	V 20	L 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	M 20	S 20	
J 21	S 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	M 21	J 21	D 21	
V 22	D 22	M 22	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	Révisions	V 22	L 22	
S 23	L 23	J 23	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	Révisions	S 23	M 23	
D 24	M 24	V 24	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	Révisions	D 24	M 24	
L 25	M 25	S 25	L 25	Fénié	J 25	D 25	L 25	J 25	D 25	L 25	J 25	D 25	L 25	J 25	D 25	L 25	J 25	D 25	L 25	J 25	D 25	L 25	
M 26	J 26	D 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	L 26	M 26	V 26	
M 27	V 27	L 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	M 27	S 27	
J 28	S 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	M 28	J 28	D 28	
V 29	D 29	M 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	J 29	V 29	L 29	
S 30	L 30	J 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	V 30	S 30	M 30	
M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	D 31	M 31	
12		14		13		14		15		13		14		11		7		23		21		3	
8		8		8		6		11		6		8		7		7		11		0		0	
Période en entreprise																							
Période à l'Université Paris Nanterre																							
Révisions (article L. 6222-35 du code du travail)																							
Jours Fériés																							
Soutenances de mémoires entre le lundi 26 août et le vendredi 6 septembre 2024 (à Nanterre, en présence du maître d'apprentissage)																							

Les moyens

- L'équipe pédagogique

Sur demande

- Les moyens matériels

L'université Paris Nanterre à disposition des étudiants et des enseignants du matériel numérique et informatique pour des projets scientifiques et pédagogiques

Fiche RNCP

N° de fiche
RNCP38200

Nomenclature du niveau de qualification : Niveau 7

Code(s) NSF :

- 120 : Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit
- 128 : Droit, sciences politiques
- 344 : Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance

Formacode(s) :

- 13219 : Droit pénal national
- 13267 : Droit international
- 14297 : Criminologie
- 42807 : Service pénitentiaire

Date d'échéance de l'enregistrement : 31-12-2028

certificateur(s)

Nom légal	SIRET	Nom commercial	Site internet
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	11004401300040		-
UNIVERSITE DE LILLE	13002975400012	-	-
UNIVERSITE DE PAU ET DU PAYS DE L'ADOUR	19640251500270	-	-
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	13002806100013	-	-
UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	19941111700013	-	-
UNIVERSITE DE LORRAINE	13001550600012	-	-
UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE	13003061200019	-	-
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	13002979600013	-	-
UNIVERSITE DE BORDEAUX	13001835100010	-	-
UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE (URCA)	19511296600799	-	-
UNIVERSITE DE POITIERS	19860856400375	-	-
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	19751717000019	-	-
UNIVERSITE DE STRASBOURG	13000545700010	-	https://www.unistra.fr/
NANTES UNIVERSITE	13002974700016	-	-
UNIVERSITE DE LIMOGES	19870669900321	-	-
UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN	19692437700282	-	-
UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS	13002995200012	-	-

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE	13001533200013	-	-
UNIVERSITE GRENOBLE ALPES	13002608100013	-	-
UNIVERSITE PARIS NANTERRE	19921204400010	-	-

Résumé de la certification

Objectifs et contexte de la certification :

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue

Activités visées :

- Elaboration de projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique
- Conseil aux mises en cause et aux victimes dans le cadre d'une procédure pénale
- Suivi de dossier et de contentieux en matière pénale
- Contribution à la recherche scientifique, notamment par la publication d'articles, dans le domaine du droit pénal et des sciences criminelles
- Informations et conseils relatifs au risque pénal, à destination de personnes morales, de droit privé ou de droit public, ou des personnes physiques
- Rédaction de rapports et d'actes de procédures
- Rédaction de consultation juridique
- Veille juridique en droit pénal et sciences criminelles
- Organisation d'une procédure pénale
- Produire une expertise dans les affaires criminelles et pénales
- Résoudre à l'amiable un conflit dans le cadre d'une médiation pénale
- Elaboration d'une stratégie d'argumentation écrite et orale
- Soutien d'un projet de recherche en droit pénal et sciences criminelles
- Participation à une équipe éditoriale juridique

Compétences attestées :

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer la règle applicable
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des particuliers ou des entreprises, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit privé afin d'éclairer leurs actions
- Traiter les informations émanant de sources juridiques (jurisprudence, textes ...)
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit privé ou pénal
- Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte

- Traiter les aspects juridiques de dossiers pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit privé ou pénal
- Mettre en place des veilles juridiques générales ou sectorielles
- Elaborer des projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Identifier les enjeux et contraintes des politiques pénale, pénitentiaire et de réinsertion
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Recouper les faits à partir de différentes sources
- Qualifier les faits
- Identifier les qualifications pénales et les procédures applicables
- Définir une stratégie procédurale
- Solliciter des demandes d'acte de procédure
- Rédiger des actes de procédure
- Dialoguer avec les autorités de poursuites et les acteurs de la procédure pénale
- Respecter les délais de procédure
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier
- Identifier les sujets d'actualité
- Assurer une veille doctrinale et jurisprudentielle
- Assister les auteurs de publications
- Proposer des corrections d'épreuves d'articles
- Assurer une veille des appels d'offre de financement de la recherche
- Identifier les besoins des lecteurs (étudiants, professionnels)
- Solliciter des auteurs, universitaires ou professionnels

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Modalités d'évaluation :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS au-delà du grade de licence.

blocs de compétences

RNCP38200BC01 - Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC03 - Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38200BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

RNCP38200BC05 - Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit pénal

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer la règle applicable - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Concevoir, à destination des particuliers ou des entreprises, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit privé afin d'éclairer leurs actions - Traiter les informations émanant de sources juridiques (jurisprudence, textes...) - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit privé ou pénal - Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

<p>portée et le contenu pertinents dans le contexte</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traiter les aspects juridiques de dossiers pour en permettre l'analyse - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit privé ou pénal - Mettre en place des veilles juridiques générales ou sectorielles - Elaborer des projets d'actions de prévention de la délinquance, d'actions de sécurité publique 	
--	--

RNCP38200BC06 - Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique - Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique - Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

<p>évolue l'entité pour en tenir compte</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité - Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts 	
---	--

RNCP38200BC07 - Fournir un appui juridique à la prise de décision à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision - Identifier les enjeux et contraintes des politiques pénale, pénitentiaire et de réinsertion - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options) 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

RNCP38200BC08 - Déclencher, et suivre une procédure pénale

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Recouper les faits à partir de différentes sources - Qualifier les faits - Identifier les qualifications pénales et les procédures 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

<p>applicables</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir une stratégie procédurale - Solliciter des demandes d'acte de procédure - Rédiger des actes de procédure 	
---	--

RNCP38200BC09 - Gérer une procédure à l'aide des dispositions et outils du droit pénal

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Dialoguer avec les autorités de poursuites et les acteurs de la procédure pénale - Respecter les délais de procédure - Identifier les points litigieux en évaluant les risques - Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

RNCP38200BC10 - Fournir un appui à la recherche, l'édition et la publication scientifique dans les domaines du droit pénal et des sciences criminelles

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sujets d'actualité - Assurer une veille doctrinale et jurisprudentielle - Assister les auteurs de publications - Proposer des corrections d'épreuves d'articles - Assurer une veille des appels d'offre de financement de la recherche - Identifier les besoins des 	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification</p>

lecteurs (étudiants, professionnels) - Solliciter des auteurs, universitaires ou professionnels	
---	--

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par correspondance :

Les modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence sont définies par chaque certificateur accrédité qui met en œuvre les dispositifs qu'il juge adaptés. Ces modalités peuvent être modulées en fonction du chemin d'accès à la certification.

secteur d'activité et type d'emploi

Secteurs d'activités :

58-14 Editions de revues et périodiques

69-10 Activités juridiques

80-10 Activités de sécurité privée

84-11 Administration publique générale

84-21 Affaires étrangères

84-22 Défense

84-23 Justice

84-24 Activité d'ordre public et de sécurité

85-60 Activités de soutien à l'enseignement

Type d'emplois accessibles :

- Médiateur pénal
- Cadre de l'éducation surveillée, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)
- Cadre dans les entreprises de Banque, Assurance, Sécurité
- Cadre d'association socio-éducative
- Juriste au sein d'association d'aide aux victimes
- Juriste d'entreprise
- Juriste de collectivités territoriales
- Juriste en cabinet d'avocat
- Assistant de justice auprès d'un magistrat
- Criminologue

Après réussite à un concours :

- Avocat
- Magistrat
- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (police, gendarmerie, administration pénitentiaire)

Code(s) ROME :

- K1903 - Défense et conseil juridique
- K1704 - Management de la sécurité publique
- K2401 - Recherche en sciences de l'homme et de la société
- K2502 - Management de sécurité privée
- K1902 - Collaboration juridique

Références juridiques des réglementations d'activité :

[Voies d'accès](#)

Le cas échéant, prérequis à l'entrée en formation :

Le cas échéant, prérequis à la validation de la certification :

Pré-requis distincts pour les blocs de compétences :

Non

Validité des composantes acquises :

Voie d'accès à la certification	Oui	Non	Composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X		Leur composition comprend :

			- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
Par candidature individuelle		X	-
Par expérience	X		Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail
		Oui	Non
Inscrite au cadre de la Nouvelle Calédonie		X	
Inscrite au cadre de la Polynésie française		X	

[Liens avec d'autres certifications professionnelles, certifications ou habilitations](#)

Aucune correspondance

[Base légale](#)

Référence au(x) texte(s) réglementaire(s) instaurant la certification :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	Code de l'éducation et notamment les articles L611-1 à L612-1-1, L612-5 à L612-6-1, D612-33 à D612-36-4, L613-1, D613-1, D613-6 et D613-7 Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master modifié Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master modifié Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master modifié

Référence des arrêtés et décisions publiés au Journal Officiel ou au Bulletin Officiel (enregistrement au RNCP, création diplôme, accréditation...) :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	UNIVERSITÉ DE LORRAINE, arrêté du : 05/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, arrêté du : 13/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, arrêté du : 19/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE NANTES, arrêté du : 12/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE LIMOGES, arrêté du : 19/07/2022
-	UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ TOULOUSE CAPITOLE, arrêté du : 15/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL - PARIS 12, arrêté du : 09/06/2021
-	UNIVERSITÉ PANTHÉON SORBONNE - PARIS 1, arrêté

	du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS-PANTHÉON-ASSAS, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE POITIERS, arrêté du : 21/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE LILLE, arrêté du : 20/07/2020
-	UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3, arrêté du : 20/07/2022
-	UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE, arrêté du : 08/07/2021
-	UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES, arrêté du : 02/06/2021
-	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, arrêté du : 13/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR, arrêté du : 29/06/2022
-	UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE, arrêté du : 18/10/2022
-	UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE, arrêté du : 30/06/2021
Date de publication de la fiche	25-10-2023
Date de début des parcours certifiants	01-01-2024
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2028
Date de dernière délivrance possible de la certification	31-12-2031

[Pour plus d'informations](#)

Statistiques :

Lien internet vers le descriptif de la certification :

<https://www.uca.fr/>

<https://www.univ-amu.fr/>

<https://www.u-bordeaux.fr/>

<https://www.univ-lille.fr/>

<https://www.unilim.fr/>

<https://www.univ-lorraine.fr/>

<https://www.umontpellier.fr/>

<https://www.univ-nantes.fr/>

<https://www.univ-pau.fr/>

<https://www.univ-poitiers.fr/>

<https://www.univ-reims.fr/>

<https://www.unistra.fr/>

<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>

<https://www.univ-lyon3.fr/>

<https://www.pantheonsorbonne.fr/>

<https://www.parisnanterre.fr/>

<https://www.u-pec.fr/>

<http://www.assas-universite.fr/>

<https://www.ut-capitole.fr/>

[Liste complète des organismes préparant à la certification](#)

Certification(s) antérieure(s) :

N° de la fiche	Intitulé de la certification remplacée
RNCP32278	MASTER - Droit pénal et sciences criminelles (fiche nationale)

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation :

[Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation](#)